

l'honneur d'être membre du comité. J'ai vu une couple de garçons et de filles désireux de travailler, mais qui, avec leur peu de connaissance des affaires, étaient certainement incapables de prendre leur propre défense et d'obtenir un règlement équitable en la matière. Si le ministre du Travail et ses fonctionnaires qui ont de l'expérience en ces choses ne sont pas prêts à prendre la situation en main et à voir à ce que ces questions soient réglées à la satisfaction de tous les intéressés, il faudra alors aviser à autre chose. L'agitation peut prendre de l'extension.

L'établissement de salaisons Burns est important. Les employés des établissements de ce genre forment au Canada un puissant syndicat et les groupes auxquels ils sont affiliés à l'étranger sont également fort puissant. Je ne crois pas qu'ils demeurent plus longtemps inactifs et tolèrent dans les circonstances actuelles qu'une partie de leurs camarades meurent de faim dans la rue sans qu'il y ait des raisons. La ligne de conduite logique consiste à appuyer ces gens.

L'hon. M. MITCHELL: L'honorable député sait bien que je n'ai jamais émis l'idée et que je ne le ferai pas maintenant, que l'intérêt public réclame la prise en main immédiate d'un établissement du fait qu'un groupe de travailleurs ou d'employeurs agissent à l'encontre de la politique du Gouvernement. Je tiens à ce que cela soit bien compris.

Je ne discuterai pas avec l'honorable député la question de savoir s'il s'agissait d'un lock-out ou d'une grève illégale. Il le sait, depuis que je suis ministre du Travail, j'ai opéré une décentralisation du service de conciliation fédérale et l'ai placé sous l'autorité du gouvernement provincial. Je l'ai fait surtout à cause des délais à régler les différends industriels. Le règlement du différend en question relevait du ministère provincial du Travail. J'estime qu'on peut facilement reconnaître le fait. On doit reconnaître franchement qu'il y a eu beaucoup d'agitation à l'établissement Dumart depuis ses débuts mêmes. Quelques-uns des décrets qui ont été tant critiqués en certains milieux permettaient le règlement des difficultés qui y sont survenues. Les ouvriers de l'établissement Dumart le savent. Remettons les choses au point.

Il importe de dire que la grève a éclaté au moment où l'agent d'affaires discutait avec les administrateurs. Ces derniers prétendaient que les deux ouvriers congédiés avaient employé un langage inconvenant. C'était probablement un langage d'abattoir. Nous savons en effet que les mineurs, les électriciens et les mécaniciens n'emploient pas toujours un langage extrêmement châtié.

M. GILLIS: Très expressif toutefois.

L'hon. M. MITCHELL: La Chambre doit concevoir la difficulté de la situation dans laquelle cela met un ministre du Travail, que ce soit le ministre ontarien ou moi-même. Quand des ouvriers font illégalement la grève, le ministre du Travail a les mains liées.

M. GILLIS: Mais cela n'a duré que quatre heures.

L'hon. M. MITCHELL: Peu importe.

M. GILLIS: Votre fonctionnaire a réglé la chose.

L'hon. M. MITCHELL: Il doit y avoir là de la discipline; soyons justes. Je le répète, j'ai eu souvent, quand j'étais président de la commission d'enquête sur les différends industriels, l'occasion de me renseigner sur des disputes de ce genre. J'aurais pu envoyer là un commissaire dans les vingt-quatre heures et obtenir son rapport, comme nous l'avons fait souvent. La compagnie a cependant prétendu que ces ouvriers avaient quitté le travail, à tort ou à raison, et que cette dispute lui avait fait perdre des commandes.

J'ai toujours pensé que le fait de congédier des ouvriers comportait un grave danger. Mon honorable ami sait aussi bien que moi qu'il est très facile de jeter des ouvriers et des ouvrières sur le pavé, mais qu'il est parfois difficile de les remettre au travail. Il importe que les industriels possèdent des qualités de chefs. Il faut que de telles qualités existent tant chez les industriels que chez les ouvriers, mais il n'en est pas toujours ainsi. Toutefois, si cet esprit d'initiative venait à disparaître chez les employeurs comme chez les employés, l'industrie canadienne en souffrirait gravement, je le crains.

Depuis plusieurs années, j'ai coudoyé la masse des ouvriers canadiens d'aussi près, je crois, que la plupart des gens qui participent au mouvement ouvrier dans notre pays. J'ai toujours constaté que quiconque possède de véritables qualités de chef peut congédier ou embaucher des ouvriers sans qu'il en résulte aucun heurt, pourvu qu'il soit franc avec eux. Ainsi, dans mon propre métier, les ouvriers de ma ville étaient parmi les mieux rémunérés de tout le Dominion. Nous n'avons jamais eu de grève là-bas. Voilà pourquoi nous étions parmi les ouvriers les mieux payés du Canada.

M. GILLIS: Vos salaires et vos conditions de travail ne laissaient rien à désirer. Il n'y avait aucune nécessité de faire la grève.

L'hon. M. MITCHELL: Pas toujours.

M. GILLIS: On n'obtient pas ces avantages sans les demander.